



NATIXIS

PROSPECTUS

**RELATIF A L'ADMISSION SUR LA BOURSE DE LUXEMBOURG DE TITRES NEGOCIABLES
A MOYEN TERME INDEXES SUR LA PERFORMANCE
DE L'INDICE EURO STOXX 50®
ET VENANT A ECHEANCE LE 3 DECEMBRE 2026 (LES "TITRES")
D'UN MONTANT NOMINAL DE 60.000.000 EUROS**

Les Titres ne bénéficient lors de l'émission d'aucune notation délivrée par une agence de notation

Le présent prospectus se substitue au prospectus ayant reçu le visa de l'Autorité des marchés financiers numéro 18-400 en date du 29 août 2018.



VISA DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF") a apposé le visa numéro 18-420 en date du 7 septembre 2018 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-1 du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

A titre d'information, il est précisé que l'AMF est compétente uniquement dans le cadre de l'admission aux négociations des Titres, le programme pour l'émission des Titres de Natixis ayant par ailleurs fait l'objet d'une approbation par la Banque de France.

Dans le présent Prospectus, NATIXIS pourra être désigné comme l'"Émetteur" ou "NATIXIS" et, ensemble avec ses filiales consolidées, le "Groupe".

Dans le présent Prospectus, le/les détenteur(s) d'un Titres pourra/pourront être désigné(s) comme un/des "Porteur(s)".

Dans le présent Prospectus, toute référence à "€", "EURO", "EUR" ou à "euro(s)" vise la devise ayant cours légal dans les États Membres de l'Union Européenne, qui l'adoptent comme devise conformément aux dispositions du Traité sur l'Union Européenne et du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ou de leurs traités successifs.

Gouvernance des Produits MiFID II / Marché Cible : Investisseurs de détail, contreparties éligibles et clients professionnels - Uniquement pour les besoins du processus d'approbation du produit du producteur, l'évaluation du marché cible des Titres, en prenant en compte les cinq catégories mentionnées au paragraphe 18 des lignes directrices publiées par l'Autorité Européenne des Marchés Financiers le 5 février 2018, a mené

à la conclusion que : (i) le marché cible des Titres comprend les clients de détail, contreparties éligibles et clients professionnels, tels que définis par la Directive 2014/65/UE (telle que modifiée, "**MiFID II**") ; et (ii) toutes les stratégies de distribution des Titres sont appropriés, y compris le conseil en investissement, la gestion de portefeuille, les ventes sans conseil et les services d'exécution simple. Toute personne qui par la suite, offre, vend ou recommande les Titres (un "**distributeur**") devrait prendre en compte l'évaluation du marché cible réalisée par le producteur. Cependant un distributeur soumis à MiFID II est tenu de réaliser sa propre évaluation du marché cible des Titres (en retenant ou en affinant l'évaluation du marché cible faite par le producteur) et de déterminer les stratégies de distributions appropriés, sous réserve de l'évaluation de l'adéquation ou du caractère approprié par le distributeur au titre de MiFID II, selon le cas.

SOMMAIRE

Page

PREMIÈRE PARTIE : Facteurs de risques.....	4
1. Principaux Facteurs de Risques relatifs à NATIXIS	4
2. Principaux Facteurs de Risques relatifs aux Titres.....	7
3. Principaux Facteurs de Risques relatifs à l'Indice	8
4. Principaux Facteurs de Risques relatifs au marché	9
5. Facteurs de Risques relatifs au règlement et à la réforme des "indices de référence"	11
DEUXIÈME PARTIE : Informations relatives à l'Émetteur	12
1. Contrôleurs légaux.....	12
2. Informations sur les tendances - Informations depuis le dernier état financier vérifié et publié.....	12
3. Procédures judiciaires et d'arbitrage	12
4. Changement significatif de la situation financière ou commerciale.....	12
5. Contrats importants	13
6. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	13
7. Documents incorporés par référence	13
TROISIÈME PARTIE : Informations relatives aux Titres.....	19
1. Informations essentielles	19
2. Informations sur les valeurs mobilières devant être admises à la négociation	19
3. Admission à la négociation et modalités de négociation.....	26
4. Coût de l'admission à la négociation	27
5. Informations complémentaires	27
6. Fiscalité	27
QUATRIÈME PARTIE : Informations relatives à l'Indice	31
1. Déclarations relatives à l'Indice	31
2. Événements affectant l'Indice	32
CINQUIÈME PARTIE : Personne responsable du Prospectus	34
1. Nom et fonction de la personne responsable des informations contenues dans le Prospectus	34
2. Déclaration de la personne responsable des informations contenues dans le Prospectus	34

PREMIÈRE PARTIE : FACTEURS DE RISQUES

Les dispositions qui suivent sont des facteurs de risques liés aux Titres qui doivent être connus des investisseurs potentiels.

Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans ce Prospectus et en particulier les facteurs de risques énumérés ci-dessous et ce, en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

1. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES RELATIFS A NATIXIS

Les facteurs de risques liés à l'Émetteur sont exposés en détail aux pages 101 à 108 du Document de Référence 2017 ainsi qu'en page 49 de l'Actualisation du Document de Référence 2017 de l'Émetteur, qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus. Les facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le Document de Référence 2017 et dans l'Actualisation du Document de Référence 2017.

Directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des Crises dans l'UE

Le 12 juin 2014 a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne la Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement qui a pour but de permettre un large éventail d'actions pouvant être prises par les autorités de régulation compétentes en lien avec les établissements de crédit et les entreprises d'investissement qui sont considérées comme étant en risque de défaillance (la "**Directive sur la Résolution des Crises**" ou "**RRD**"). L'objectif affiché de la RRD est de doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs et efficaces pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes. Les pouvoirs octroyés aux autorités dans la RRD sont divisés en trois catégories : (i) des mesures préparatoires et des plans destinés à réduire le risque de survenance de problèmes potentiels (préparation et prévention) ; (ii) si des problèmes se font jour dans un établissement, des pouvoirs visant à arrêter précocement la détérioration de la situation, de manière à éviter son insolvabilité (intervention précoce) ; et (iii) si l'insolvabilité d'un établissement est un sujet de préoccupation au regard de l'intérêt général, un moyen clair de le réorganiser ou de le liquider d'une manière ordonnée tout en préservant ses fonctions critiques et en limitant dans la mesure du possible l'exposition du contribuable aux pertes en cas d'insolvabilité.

La RRD contient quatre mesures de résolution et pouvoirs qui peuvent être utilisés séparément (sous réserve de la séparation des actifs qui ne peut être mise en œuvre qu'accompagnée d'une des trois autres mesures) ou ensemble lorsque l'autorité de résolution considère que (a) la défaillance de l'établissement ou du groupe est avérée ou prévisible, (b) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée ou une action de supervision empêcherait la défaillance de l'établissement dans un délai raisonnable, et (c) une mesure de résolution est nécessaire dans l'intérêt du public :

- (i) *cession des activités* – permet aux autorités de résolution de vendre à des conditions normales soit l'établissement lui-même, soit tout ou partie de son activité, sans le consentement des actionnaires et sans se plier aux exigences de procédure qui s'appliqueraient en temps normal ;
- (ii) *établissements-relais* – permet aux autorités de résolution de transférer tout ou partie des activités de l'établissement à "l'établissement-relais" (une entité sous contrôle public) ;

- (iii) *séparation des actifs* – permet aux autorités de résolution de transférer les actifs dépréciés ou toxiques dans une structure qui puisse en assurer la gestion et, à terme, l'assainissement ; et
- (iv) *renflouement interne (bail-in)* – permet aux autorités de résolution de déprécier certaines dettes subordonnées et non subordonnées (y compris le principal des Titres) d'un établissement défaillant et/ou de les convertir en titres de capital, ces derniers pouvant ensuite faire également l'objet d'autres mesures de réduction ou dépréciation. L'autorité de résolution doit appliquer les pouvoirs de dépréciation et de conversion en premier aux instruments de fonds propres de base de catégorie 1, ensuite aux instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et enfin aux instruments de fonds propres de catégorie 2 et autres créances subordonnées dans la mesure nécessaire. Si, et seulement si, la réduction totale ainsi opérée est inférieure à la somme recherchée, l'autorité de résolution, réduira dans la proportion nécessaire les dettes non subordonnées de l'établissement.

Par ailleurs, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque l'instrument de renflouement interne est appliqué, l'autorité de résolution peut exclure en tout ou en partie certains engagements de l'application des pouvoirs de dépréciation ou de conversion: a) lorsqu'il n'est pas possible de renflouer ledit engagement dans un délai raisonnable en dépit des efforts déployés de bonne foi par l'autorité de résolution; b) lorsque cette exclusion est absolument nécessaire et proportionnée pour assurer la continuité des fonctions critiques et des activités fondamentales d'une manière qui préserve la capacité de l'établissement soumis à une procédure de résolution de poursuivre ses opérations, services et transactions essentiels; c) lorsque cette exclusion est absolument nécessaire et proportionnée pour éviter de provoquer une vaste contagion, notamment en ce qui concerne les dépôts éligibles de personnes physiques et de micro, petites et moyennes entreprises, qui ébranlerait fortement le fonctionnement des marchés financiers, y compris les infrastructures des marchés financiers, d'une manière susceptible de causer une perturbation grave de l'économie d'un État membre ou de l'Union; ou d) lorsque l'application de l'instrument de renflouement interne à ces engagements provoquerait une destruction de valeur telle que les pertes subies par d'autres créanciers seraient supérieures à celles qu'entraînerait l'exclusion de ces engagements de l'application de l'instrument de renflouement interne.

En conséquence, lorsqu'un engagement éligible ou une catégorie d'engagements éligibles est exclu en tout ou en partie :

- (i) le taux de dépréciation ou de conversion appliqué aux autres engagements éligibles peut être accru pour tenir compte de ces exclusions ; et
- (ii) lorsque les pertes qui auraient été absorbées par lesdits engagements n'ont pas été totalement répercutées sur d'autres créanciers, le dispositif de financement pour la résolution peut fournir une contribution à l'établissement soumis à une procédure de résolution afin de réaliser un des deux ou les deux objectifs suivants: a) couvrir les pertes qui n'ont pas été absorbées par les engagements éligibles et ramener à zéro la valeur de l'actif net de l'établissement soumis à la procédure de résolution; b) acquérir des actions ou d'autres titres de propriété ou des instruments de fonds propres de l'établissement soumis à une procédure de résolution, afin de recapitaliser l'établissement. En tout dernier ressort, si les pertes n'ont toujours pas été totalement absorbées, les États membres peuvent fournir un soutien financier public exceptionnel au moyen d'instruments de stabilisation financière supplémentaires.

La RRD est applicable dans les Etats-membres depuis le 1er janvier 2015, à l'exception des instruments de renflouement interne, dont la mise en œuvre est applicable depuis le 1er janvier 2016.

Les pouvoirs actuellement prévus dans la RRD et les dispositions de transposition en France pourraient impacter la manière dont les établissements de crédit et les entreprises d'investissement sont gérés ainsi que, dans certaines circonstances, les droits des créanciers.

La transposition de la RRD en droit français a été effectuée par plusieurs textes de nature législative. La loi de séparation et de régulation des activités bancaires qui avait transposé en partie la RRD par anticipation avait été adoptée par le Parlement le 26 juillet 2013 et avait introduit dans le Code monétaire et financier l'article L.613-31-16 qui autorise le collège de résolution de l'ACPR à prendre diverses mesures envers tout établissement de crédit qui serait soumis à une procédure de résolution. Cette loi a été modifiée et complétée principalement par l'ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière qui a été publiée au Journal Officiel de la République française le 21 août 2015 (l'"**Ordonnance RRD**"). Des textes de nature réglementaire sont venus par la suite préciser les mesures d'application liées à la transposition : (i) le décret n°2015-1160 du 17 septembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière et trois arrêtés, (ii) l'arrêté du 11 septembre 2015 relatif aux plans préventifs de rétablissement qui transpose l'annexe A de la RRD, (iii) l'arrêté du 11 septembre 2015 relatif aux plans préventifs de résolution transpose l'annexe B de la RRD, et (iv) l'arrêté du 11 septembre 2015 relatif aux critères d'évaluation de la solvabilité transpose l'annexe C de la RRD.

Enfin, l'Ordonnance RRD a été ratifiée par la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite Sapin II qui comporte également des dispositions de transpositions correctrices de la RRD.

Les établissements de crédit français (tel que l'Emetteur) doivent désormais se conformer, à tout moment, à des exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles (le "**MREL**") en application de l'article L.613-44 du Code monétaire et financier. Le MREL sera exprimé comme un pourcentage de l'ensemble des engagements et des fonds propres de l'institution et a pour objet d'empêcher les établissements de structurer leurs engagements d'une manière qui pourrait limiter ou empêcher l'efficacité des outils de renflouement interne.

Il faut noter que les mesures de transposition de la RRD en France comprennent notamment le renflouement interne. En conséquence, si l'Emetteur venait à être soumis à une procédure de résolution, les Titres pourraient subir une réduction du principal, une annulation ou une conversion sur décision du collège de résolution de l'ACPR ou dans le cadre du Règlement (UE) No 806/2014 du Parlement et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, sur décision du Conseil de Résolution Unique qui travaille en coopération étroite avec l'ACPR, notamment quant à l'élaboration d'un plan de résolution et assume les pouvoirs de résolution depuis le 1er janvier 2016. Les investisseurs dans les Titres sont donc exposés à un risque de perte totale ou partielle en capital.

Il n'est pas encore possible d'évaluer tout l'impact de la RRD et de ses mesures de transposition en France pour l'Emetteur et il n'existe aucune assurance que la prise de toutes mesures actuellement envisagées par celle-ci n'affecterait pas de manière négative les droits des Porteurs, le prix ou la valeur de leur investissement dans les Titres et/ou la capacité de l'Emetteur à remplir ses obligations au titre des Titres.

2. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES RELATIFS AUX TITRES

2.1 Les Titres sont des investissements qui peuvent ne pas convenir à tous les investisseurs

L'acquisition de Titres peut entraîner des risques substantiels et ne convient qu'à des investisseurs avertis qui possèdent les connaissances nécessaires dans le domaine de la finance pour évaluer les risques et les bénéfices d'un investissement dans les Titres. Chaque investisseur potentiel doit déterminer si cet investissement est pertinent compte tenu de sa situation personnelle.

2.2 Le rendement des Titres pour les investisseurs peut être inférieur au rendement d'un titre de créance négociable standard d'échéance comparable

A la différence des Titres à taux fixe ou flottant, les Titres ne portent pas intérêt. En outre, en ce qui concerne le montant de remboursement final ou anticipé, le rendement effectif à échéance des Titres peut être inférieur à celui qui serait payable sur un titre de créance négociable à taux fixe ou flottant. Le rendement du seul montant de remboursement final ou anticipé de chaque Titre à l'échéance peut ne pas compenser le porteur du coût d'opportunité impliqué par l'inflation et d'autres facteurs liés à l'évolution de la valeur de l'argent au fil du temps.

2.3 Les Modalités des Titres ne contiennent pas de restrictions concernant l'endettement de l'Emetteur

Les Modalités des Titres n'imposent aucune limite quant au montant de dettes que l'Emetteur est en droit de contracter. Si l'Emetteur contracte des dettes supplémentaires, cela pourrait avoir des conséquences importantes pour les investisseurs, compte tenu du fait qu'il pourrait être plus difficile pour l'Emetteur de faire face à ses obligations, ce qui pourrait, par ailleurs, conduire à une perte de la valeur de marché des Titres.

2.4 Risques relatifs aux montants remboursés

Les Titres peuvent connaître à tout moment d'importantes fluctuations de cours (en raison notamment de l'évolution du prix de l'instrument sous-jacent), pouvant aboutir dans certains cas à la perte totale du montant investi.

Les Titres ne bénéficient pas d'une garantie du capital. Il est impossible de mesurer a priori le gain ou la perte possible. La perte en capital peut être partielle ou totale.

2.5 Risques relatifs au remboursement anticipé des Titres

L'attention des Porteurs est attirée sur le fait que les Titres pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé automatique ou d'un remboursement anticipé à la suite seulement d'un Cas d'Illégalité. Par conséquent, les Porteurs ne connaîtront pas à l'avance la durée exacte de leur investissement. Pour plus de précisions se reporter aux paragraphes 2.10(a) et 2.10(c) de la troisième partie du présent Prospectus.

2.6 Risques relatifs au changement législatif

Les Modalités des Titres sont fondées sur le droit français en vigueur à la date du présent Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision de justice ou d'une modification de la législation ou des pratiques administratives postérieures à cette date.

2.7 Risques relatifs à la fiscalité

Les acheteurs et vendeurs potentiels des Titres doivent garder à l'esprit qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits dans la juridiction où les Titres sont transférés ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales et aucune décision judiciaire n'est disponible s'agissant d'instruments financiers tels que les Titres. Il est conseillé aux investisseurs potentiels de consulter leur propre conseiller fiscal au sujet de l'acquisition, de la détention, de la cession, du remboursement et du rachat des Titres. Seul ce conseiller est en mesure de prendre en considération la situation spécifique de chaque investisseur.

2.8 Risques relatifs à l'absence de notation des Titres

Les Titres ne bénéficient lors de l'émission d'aucune notation délivrée par une agence de notation. L'absence de notation des Titres ne permet pas d'évaluer la capacité de l'Emetteur à faire face à ses obligations de paiement et de remboursement du capital au titre des Titres.

2.9 Risques relatifs aux conflits d'intérêts potentiels

L'Emetteur peut procéder à des transactions sur l'Indice que ce soit dans le cadre d'opérations de couverture relatives aux Titres ou autrement. Ces transactions peuvent avoir un impact positif ou négatif sur la valeur de l'Indice et en conséquence sur la valeur des Titres.

3. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES RELATIFS A L'INDICE

3.1 Facteurs de risques généraux relatifs à l'Indice

La décision d'acquérir les Titres basée sur l'indice Euro STOXX 50® (l'"**Indice**") implique des appréciations financières complexes et des risques relatifs à l'évolution de l'Indice qui ne peuvent être prévus de façon certaine.

Les performances passées de l'Indice ne sont pas des indications de ses performances futures. Il est impossible de prévoir si la valeur de l'Indice va augmenter ou va baisser pendant la vie des Titres. Par conséquent, compte tenu de l'évolution de l'Indice, les Porteurs ne peuvent pas déterminer le rendement des Titres lors de l'achat des Titres.

L'Indice est composé d'actions sous-jacentes. Le prix de négociation de ces actions sous-jacentes sera influencé par l'environnement politique, financier, économique et par d'autres facteurs. Il est impossible de prévoir les effets de ces facteurs sur la valeur de toute action composant l'Indice et donc sur la valeur des Titres. Par ailleurs, le remboursement des Titres est conditionné à l'évolution de l'Indice.

Les politiques du Sponsor de l'Indice, STOXX Limited concernant les ajouts, suppressions et substitutions des actifs composant l'Indice et la façon dont le Sponsor de l'Indice prend en compte certains changements affectant de tels actifs sous-jacents peuvent affecter la valeur de l'Indice. De même, le Sponsor de l'Indice peut suspendre ou interrompre le calcul de l'Indice, ce qui pourrait affecter la valeur des Titres.

L'Indice ainsi que ses marques sont la propriété intellectuelle de STOXX Limited (le "**Concédant**"), et sont utilisés dans le cadre de licences. Le Concédant ne soutient, ne garantit, ne vend ni ne promeut en aucune façon les Titres indexés sur l'Indice et décline toute responsabilité liée à l'achat ou à la vente des produits ou à la souscription des services basés sur l'Indice.

3.2 Risques relatifs au non réinvestissement des dividendes versés par les actifs qui composent l'Indice

La performance de l'Indice ne tient pas compte des dividendes versés par les actions qui le composent et le porteur ne bénéficie pas des dividendes détachés par les actions qui le composent.

Ainsi l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que l'Indice ne présente pas le rendement total des actifs qui composent l'Indice et que le non réinvestissement des dividendes peut impacter la performance de l'Indice par rapport à un investissement direct dans les actifs qui le composent.

3.3 Risques relatifs à la volatilité de l'Indice

Le montant de remboursement dû au titre des Titres est calculé par référence à la variation de l'Indice. Ainsi tout investissement dans les Titres entraîne le risque que des variations substantielles de l'Indice pourraient avoir des conséquences négatives sur la valeur des Titres. Le prix auquel un porteur pourra céder ses Titres pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au prix d'émission ou au prix d'achat payé pour lesdits Titres.

3.4 Les Titres ne confèrent aucun droit sur l'Indice

Les Titres sont des titres de dette de l'Emetteur qui ne sont pas assortis de sûretés et dont le rendement en principal est référencé sur l'Indice. Les Titres ne confèrent aux investisseurs aucun droit d'acquérir l'Indice ni aucun autre droit de propriété sur l'Indice.

3.5 Risque relatif au plafonnement des gains

L'une des formules permettant de déterminer le montant de remboursement final des Titres est plafonnée à 136% de la Valeur Unitaire dans l'hypothèse où le niveau final de l'Indice serait supérieur ou égal à 65% du niveau initial de l'Indice. Ainsi, tout rendement de l'Indice excédant ce plafond ne sera pas pris en compte pour la détermination de la valeur des Titres. Ce mécanisme de plafonnement des gains ne permet pas au porteur des Titres de participer pleinement à la hausse de l'Indice. Pour plus de précisions se reporter au paragraphe 2.10(b) de la troisième partie du présent Prospectus.

4. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES RELATIFS AU MARCHÉ

4.1 Absence de marché secondaire actif pour les Titres

Les Titres peuvent n'avoir aucun marché existant lors de leur émission et il n'existe aucune garantie que se développera un tel marché ou que les Porteurs seront en mesure de céder leurs Titres facilement ou à des prix leur permettant d'obtenir un rendement comparable à d'autres investissements similaires négociés sur un marché secondaire développé. Ceci s'applique particulièrement aux Titres qui présentent une plus grande sensibilité aux risques de taux d'intérêt, de change ou de marché, qui sont conçus pour répondre à des objectifs ou des stratégies d'investissement spécifiques, ou qui ont été structurés pour satisfaire aux besoins d'une catégorie d'investisseurs limitée : le marché secondaire de ces types de Titres est généralement plus limité et ils souffrent d'une plus grande volatilité que les Titres d'emprunt classiques. Le manque de liquidité peut avoir un effet significativement négatif sur la valeur de marché des Titres.

Les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leur Titres facilement ou à des prix leur permettant de réaliser le profit anticipé. Les investisseurs ne devraient acheter les Titres que s'ils comprennent et sont à même de faire face au risque que certains Titres ne soient pas faciles à vendre, que leur valeur soit sujette à fluctuations et que ces fluctuations soient importantes.

4.2 Valeur de marché des Titres et risque de taux

L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres. Si les porteurs vendent leurs Titres avant l'échéance, ils les céderont au prix du marché intégrant notamment l'évolution des taux d'intérêt, l'évolution du jugement du marché sur la signature de l'Emetteur et ajusté pour tenir compte de l'intégralité des frais et coûts inhérents au dénouement de toute opération de couverture ou de financement sous-jacente et/ou connexe (y compris, sans caractère limitatif, toutes options, tous *swaps* ou tous autres instruments de toute nature couvrant les engagements de l'Emetteur en vertu des Titres) et réaliseront, par rapport au prix d'acquisition, une plus-value ou une moins-value en fonction de l'évolution des marchés.

4.3 Risque de Crédit de Natixis

Le porteur d'un Titres est exposé au risque de crédit de Natixis. Par risque de crédit on entend le risque que Natixis soit incapable de remplir ses obligations financières au titre des Titres, pouvant entraîner de fait une perte partielle ou totale pour l'investisseur.

4.4 Risque de change et contrôle des changes

L'Émetteur paiera le principal sur les Titres dans la devise prévue (la "**Devise Prévue**"). Ceci peut présenter des risques si les activités financières d'un investisseur sont essentiellement traitées dans une autre devise (la "**Devise de l'investisseur**"). Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de dévaluation de la Devise Prévue ou de réévaluation de la Devise de l'investisseur) et que les autorités du pays régissant la Devise de l'investisseur modifient leur politique de contrôle des changes. Une appréciation de la valeur de la Devise de l'investisseur par rapport à la Devise Prévue peut diminuer (1) le rendement des Titres une fois converti dans la Devise de l'investisseur, (2) la valeur du principal dû une fois convertie dans la Devise de l'investisseur et (3) la valeur de marché des Titres une fois convertie dans la Devise de l'investisseur.

Les autorités monétaires peuvent imposer, comme cela a déjà été le cas, des contrôles des changes qui peuvent avoir un effet négatif sur les taux d'intérêt. L'investisseur concerné pourrait alors recevoir un montant de remboursement inférieur à ce qu'il avait prévu.

4.5 Risques relatifs au vote du Royaume-Uni en faveur d'une sortie de l'Union européenne

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a tenu un référendum afin de décider de l'avenir de sa participation dans l'Union européenne. Le résultat a été en faveur d'une sortie de l'Union européenne et le gouvernement du Royaume-Uni a mis en œuvre l'article 50 du Traité de Lisbonne relatif au retrait le 29 mars 2017. Conformément à l'article 50, le Traité sur l'Union Européenne et le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne cessent d'être applicables à l'état concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait, ou, à défaut, deux ans après la notification de son intention de se retirer, bien que cette période puisse être étendue dans certaines circonstances. Il existe en conséquence un certain nombre d'incertitudes liées au futur du Royaume-Uni et ses relations avec l'Union européenne. La négociation des termes de sa sortie de l'Union européenne pourrait prendre quelques années. Tant que ces termes et les délais de sortie de l'Union européenne ne sont pas définis, il est impossible de déterminer l'impact que le référendum, la sortie de l'Union européenne et/ou toute autre évolution liée au résultat de ce référendum pourrait avoir sur la situation financière de l'Emetteur. En conséquence, aucune assurance ne peut être donnée que ces évolutions n'affecteront pas négativement la capacité de l'Emetteur à exécuter ses obligations au titre des Titres, la valeur de marché ou la liquidité des Titres sur le marché secondaire.

5. FACTEURS DE RISQUES RELATIFS AU REGLEMENT ET A LA REFORME DES "INDICES DE REFERENCE"

Les taux d'intérêt et les indices qui sont considérés comme des "indices de référence" ont fait récemment l'objet d'orientations réglementaires et de propositions de réforme au niveau national et international. Certaines de ces réformes sont déjà entrées en vigueur et d'autres doivent encore être mises en œuvre. Ces réformes pourraient entraîner des performances futures différentes des performances passées pour ces "indices de référence", entraîner leur disparition, ou avoir d'autres conséquences qui ne peuvent pas être anticipées. Toute conséquence de cette nature pourrait produire un effet défavorable significatif sur tous les Titres indexés sur ou faisant référence à un "indice de référence". Le règlement (UE) 2016/1011 (le "**Règlement sur les Indices de Référence**") a été publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 29 juin 2016 et est entré en vigueur le 1 janvier 2018. Le Règlement sur les Indices de Référence a pour objet de réguler la fourniture d'indices de référence, la fourniture de données sous-jacentes pour un indice de référence et l'utilisation d'indices de référence au sein de l'Union Européenne et, entre autres, (i) exigera que les administrateurs d'indices de référence soient agréés ou enregistrés (ou, s'ils ne sont pas situés dans l'UE, soient soumis à un régime équivalent ou autrement reconnu ou avalisés) et (ii) interdira l'utilisation par des entités supervisées par l'UE (comme l'Emetteur) d'"indices de référence" d'administrateurs non agréés ou non enregistrés (ou, s'ils ne sont pas situés dans l'UE, qui ne sont pas soumis à un régime équivalent ou autrement reconnu ou avalisés).

Le Règlement sur les Indices de Référence pourrait avoir un impact significatif sur les Titres indexés sur ou faisant référence à un "indice de référence", en particulier, si la méthodologie ou d'autres conditions de l'"indice de référence" sont modifiées afin de respecter les exigences du Règlement sur les Indices de Référence. De telles modifications pourraient, notamment, avoir pour effet de réduire, d'augmenter ou d'affecter d'une quelconque façon la volatilité du taux publié ou le niveau d'un "indice de référence".

Plus largement, l'une des réformes internationales ou nationales, ou encore la surveillance réglementaire renforcée des "indices de référence", pourrait accroître les coûts et les risques relatifs à l'administration d'un "indice de référence" ou à la participation à la détermination d'un "indice de référence" et au respect de ces réglementations ou exigences. De tels facteurs peuvent avoir les effets suivants sur certains "indices de référence" : (i) décourager les acteurs du marché de continuer à administrer certains "indices de référence" ou à y contribuer ; (ii) déclencher des changements des règles ou méthodologies utilisées dans certains "indices de référence" ou (iii) conduire à la disparition de certains "indices de référence". N'importe lequel de ces changements ou des changements ultérieurs, à la suite de réformes internationales ou nationales ou d'autres initiatives ou recherches, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur la valeur et le rendement des Titres indexés ou faisant référence à un "indice de référence".

Les investisseurs doivent consulter leurs propres conseillers indépendants et faire leur propre évaluation des risques potentiels engendrés par la réforme du Règlement sur les Indices de Référence avant de prendre une décision d'investissement relative aux Titres indexés sur ou faisant référence à un "indice de référence".

DEUXIÈME PARTIE : INFORMATIONS RELATIVES A L'ÉMETTEUR

(conforme aux dispositions de l'annexe XI du Règlement CE/809/2004 de la Commission du 29 avril 2004, tel que modifié)

1. CONTROLEURS LEGAUX

Commissaires aux comptes titulaires

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars, commissaires aux comptes titulaires de Natixis, ont audité les états financiers de Natixis pour les exercices clos au 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017. Les auditeurs français conduisent leurs diligences conformément aux principes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

- Deloitte & Associés (représenté par les associés signataires Charlotte Vandeputte et Jean-Marc Mickeler) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit (représenté par les associés signataires Agnès Hussherr et Patrice Morot), 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- Mazars (représenté par les associés signataires Charles de Boisriou et Emmanuel Dooseman), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.

Commissaires aux comptes suppléants

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine représenté par l'associé Mireille Berthelot ;
- M. Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- M. Franck Boyer, Immeuble Exaltis, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.

Deloitte & Associés, PriceWaterhouseCoopers Audit, Mazars, BEAS, M. Jean-Baptiste Deschryver et M. Franck Boyer sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

2. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES - INFORMATIONS DEPUIS LE DERNIER ETAT FINANCIER VERIFIE ET PUBLIE

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2017.

3. PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

A l'exception de ce qui est mentionné dans les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus, à la date du présent Prospectus, il n'y a pas eu, au cours des douze derniers mois, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont l'Émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé, qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Émetteur.

4. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis le 30 juin 2018.

5. CONTRATS IMPORTANTS

L'Émetteur n'a conclu aucun contrat important (autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) pouvant conférer à tout membre du Groupe un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur la capacité de l'Émetteur à remplir les obligations que lui imposent les Titres à l'égard des Porteurs.

6. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Non applicable.

7. DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent Prospectus doit être lu et interprété conjointement avec les documents suivants, qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie intégrante :

- le Document de Référence 2016 de l'Émetteur déposé le 21 mars 2017 auprès de l'AMF sous le numéro D.17-0195 (le "**Document de Référence 2016**" ou "**DR 2016**") ;
- le Document de Référence de l'Émetteur déposé le 23 mars 2018 auprès de l'AMF sous le numéro D.18-0172 (le "**Document de Référence 2017**" ou "**DR 2017**") ;
- l'actualisation du Document de Référence de l'Émetteur déposé le 8 août 2018 auprès de l'AMF sous le numéro D.18-0172-A01 (l'"**Actualisation du Document de Référence 2017**" ou "**Actualisation du DR 2017**") ;
- le communiqué de presse relatif aux résultats de Natixis du 1^{er} trimestre 2018 en date du 17 mai 2018 (le "**Communiqué de Mai 2018**") ; et
- le communiqué de presse relatif aux résultats de Natixis du 2^{ème} trimestre 2018 en date du 2 août 2018 (le "**Communiqué de Août 2018**").

Toute déclaration contenue dans un document qui est réputé incorporée par référence aux présentes sera réputée modifiée ou remplacée pour les besoins de ce Prospectus dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes modifie ou complète une telle déclaration antérieure. Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera pas réputée faire partie intégrante de ce Prospectus, sauf si elle a été remplacée ou modifiée conformément aux dispositions précitées.

Des copies des documents incorporés par référence dans ce Prospectus peuvent être obtenues, sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés) à compter de la date des présentes au siège social de l'Émetteur et à l'établissement désigné de l'Agent Financier.

De plus, les documents contenant les informations incorporées par référence sont disponibles sur le site internet de l'Emetteur (equitysolutions.natixis.com).

Informations incorporées par référence	Référence
Etats financiers consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2018	
Bilan consolidé	Pages 97-98 de l'Actualisation du DR 2017
Compte de résultat consolidé	Page 95 de l'Actualisation du DR 2017
Flux de trésorerie nette	Pages 101 et 102 de l'Actualisation du DR 2017
Notes	Pages 103 à 189 de l'Actualisation du DR 2017
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 190 et 191 de l'Actualisation du DR 2017
Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global	Page 96 de l'Actualisation du DR 2017
Variation des capitaux propres	Pages 99 et 100 de l'Actualisation du DR 2017
Information trimestrielle et semestriel de Natixis au 30 juin 2018	
Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018	Pages 1 à 10 du Communiqué de Août 2018
Annexes	Pages 11 à 24 du Communiqué de Août 2018
Information trimestrielle de Natixis au 31 mars 2018	
Résultats du premier trimestre	Pages 1 à 6 du Communiqué de Mai 2018
Annexes	Pages 7 à 20 du Communiqué de Mai 2018
Etats financiers consolidés annuels de Natixis pour l'exercice clos 31 Décembre 2017	

Bilan consolidé	Pages 194 et 195 du DR 2017
Compte de résultat consolidé	Page 196 du DR 2017
Flux de trésorerie nette pour 2016 et 2017	Pages 200 et 201 du DR 2017
Notes	Pages 202 à 337 du DR 2017
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 338 à 343 du DR 2017
Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global	Page 197 du DR 2017
Variation des capitaux propres	Pages 198 et 199 du DR 2017
Etats financiers consolidés annuels de Natixis pour l'exercice clos 31 Décembre 2016	
Bilan consolidé	Pages 204 et 205 du DR 2016
Compte de résultat consolidé	Page 206 du DR 2016
Flux de trésorerie nette pour 2016 et 2015	Pages 210 et 211 du DR 2016
Notes	Pages 214 à 348 du DR 2016
Rapport des commissaires aux comptes	Pages 349 et 350 du DR 2016
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Page 207 du DR 2016
Variation des capitaux propres	Pages 208 et 209 du DR 2016

De plus, pour les besoins de la Directive Prospectus, les informations pourront être trouvées dans les documents incorporés par référence ou dans ce Prospectus conformément à la table de concordance figurant ci-après (avec les références aux Sections concernées de l'Annexe XI du Règlement (CE) n°809/2004, tel que modifié par le Règlement Délégué (UE) n°486/2012 du 30 mars 2012, si applicables) :

Rubriques de l'annexe 11 du règlement européen n° 809/2004	Pages
3. <u>FACTEURS DE RISQUE</u>	Pages 101 à 108 du DR 2017 Page 49 de l'Actualisation du DR 2017
4. <u>INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR</u>	
4.1. Histoire et évolution de la société	Pages 8 à 11 du DR 2017
4.1.1. La raison sociale et le nom commercial de l'Emetteur	Page 440 du DR 2017

4.1.2.	Le lieu de constitution et le numéro d'enregistrement de l'Emetteur	Page 440 du DR 2017
4.1.3.	Date de constitution et durée de vie de l'Emetteur	Page 440 du DR 2017
4.1.4.	Le siège social et la forme juridique de l'Emetteur, la législation régissant ses activités, son pays d'origine, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire)	Page 440 du DR 2017
4.1.5.	Tout événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	Pages 179 à 182 du DR 2017
5.	<u>APERÇU DES ACTIVITES</u>	
5.1.	Principales activités	
5.1.1.	Description des principales activités de l'Emetteur, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis	Pages 14 à 29 du DR 2017
5.1.3.	Principaux marchés sur lesquels l'Emetteur opère	Pages 283 à 299 du DR 2017
5.1.4.	Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Pages 14 à 29 du DR 2017
6.	<u>ORGANIGRAMME</u>	
6.1.	Si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'Emetteur	Pages 8, 9 et 11 du DR 2017
6.2.	Si l'émetteur est dépendant d'autres entités du groupe, ce fait doit être clairement stipulé, et le lien de dépendance expliqué	Pages 8, 9, 11, 217 à 221, 323 à 337, 452 et 453 du DR 2017
9.	<u>ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE</u>	
9.1.	Nom, adresse et la fonction, dans la société émettrice, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de cette société émettrice lorsque ces activités sont significatives par rapport à celle-ci : membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	Pages 36 à 84 du DR 2017
9.2.	Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	Page 84 du DR 2017
10.	<u>PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</u>	
10.1.	Dans la mesure où ces informations sont connues de l'Emetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui ; décrire la nature de ce contrôle et les mesures prises en vue d'assurer qu'il ne soit pas exercé de manière abusive.	Pages 450 à 453 du DR 2017
10.2.	Description de tout accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.	Page 453 du DR 2017

11. <u>INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR</u>	
11.1. Informations financières historiques	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.2. Etats financiers	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.3.1. Vérification des informations financières historiques annuelles	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.4. Date des dernières informations financières	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	Se reporter au Tableau "Informations incorporées par référence" ci-dessus
11.6. <u>PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE</u> Information relative à toute procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) pour une période couvrant au moins les douze derniers mois qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'Emetteur et/ou du groupe, ou fournir une déclaration négative appropriée	Pages 167 à 169 du DR 2017 Pages 66 à 68 de l'Actualisation du DR 2017
11.7 <u>Changement significatif de la situation financière ou commerciale</u> Décrire tout changement significatif de la situation financière ou commerciale du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration négative appropriée.	Page 190 du DR 2017
12. <u>CONTRATS IMPORTANTS</u>	N/A
13. <u>Documents accessibles au public</u>	Page 477 du DR 2017

Les informations figurant dans les documents incorporés par référence et qui ne seraient pas visées dans les tableaux de concordance ci-dessus sont soit sans objet soit couvertes à un autre endroit du Prospectus.

TROISIÈME PARTIE : INFORMATIONS RELATIVES AUX TITRES

(conforme aux dispositions de l'annexe XIII du Règlement CE/809/2004 de la Commission du 29 avril 2004, tel que modifié)

Toute référence dans les présentes aux "**Modalités**" renvoie, à moins qu'il n'en résulte autrement du contexte, aux paragraphes numérotés ci-dessous.

L'article 1195 du Code civil ne sera pas applicable à ces Modalités.

1. INFORMATIONS ESSENTIELLES

Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission

A la connaissance de l'Émetteur, il n'existe aucun conflit d'intérêts pouvant influencer sur l'émission.

Raisons de l'offre et utilisation du produit de celle-ci

Le produit net de l'émission des Titres sera destiné aux besoins de financement généraux de l'Émetteur.

2. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE ADMISES A LA NEGOCIATION

2.1 Montant d'émission et prix d'émission

Le montant nominal de l'émission et des Titres devant être admis à la négociation est de 60.000.000 euros, représenté par 400 Titres d'une valeur unitaire de 150.000 euros chacun.

Le prix d'émission est de 100% de la valeur unitaire, soit 150.000 euros par Titre.

2.2 Nature et catégorie des valeurs mobilières admises à la négociation – Code ISIN

Les titres émis seront des Titres Négociables à Moyen Terme (les **Titres**).

Les Titres émis seront, conformément à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier, des titres de créances négociables et, par conséquent, constituent des titres financiers au sens de l'article L.211-1 du Code monétaire et financier.

Code ISIN : FR0125157224

Code commun : 185934403

2.3 Législation en vertu de laquelle les Titres seront créés

Les Titres seront émis dans le cadre de la législation française.

2.4 Forme des Titres

Les Titres seront émis sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur unitaire de 150.000 euros chacun (la "**Valeur Unitaire**"). La propriété des Titres sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier et la cession des Titres ne pourra être effectuée que par inscription dans les livres d'Euroclear France. Aucun document matérialisant la propriété des Titres (y compris des certificats représentatifs prévus à l'Article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera remis en représentation des Titres.

Les Titres seront inscrits en compte à compter de la Date d'Émission (telle que définie au paragraphe 2.8 ci-dessous) dans les livres d'Euroclear France qui en assure la compensation entre Teneurs de Compte.

"**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France (dont l'adresse est 66, rue de la Victoire, 75009 Paris, France), Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg (dont l'adresse est 42, avenue John Fitzgerald Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg) et Euroclear Bank S.A./N.V (dont l'adresse est 1 boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique).

2.5 Monnaie d'émission

Les Titres seront émis en euros.

2.6 Rang des Titres

Les Titres constitueront des obligations directes, non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Emetteur, venant à égalité de rang entre eux.

2.7 Droits attachés aux Titres et prescription

Le service des Titres en amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Toutes actions contre l'Emetteur en vue du paiement du principal du au titre des Titres seront prescrites à compter d'un délai de dix (10) ans à partir de leur date d'exigibilité respective.

2.8 Date d'émission

Les Titres seront émis le 12 septembre 2018 (la "**Date d'Émission**").

2.9 Taux d'intérêt nominal et dispositions relatives aux intérêts

Les Titres ne portent pas intérêt.

2.10 Remboursement

(a) Remboursement Anticipé en Cas d'Illégalité

Les Titres peuvent être remboursés à tout moment en totalité et non en partie avant la Date d'Échéance (telle que définie au paragraphe 2.11 ci-dessous) à leur Montant de Remboursement Anticipé (tel que défini dessous) à la suite d'un Cas d'Illégalité, (tel que défini ci-dessous).

Toute décision de remboursement anticipé en Cas d'Illégalité devra respecter un préavis aux porteurs d'au moins trente (30) jours calendaires avant que l'Emetteur ne procède au paiement du Montant de Remboursement Anticipé,

Avec :

"**Cas d'Illégalité**" désigne le fait qu'il soit ou qu'il devienne illicite pour l'Emetteur d'appliquer ou de respecter ses obligations au titre des Titres, de telle sorte qu'il soit devenu manifestement impossible de remédier au maintien des Titres ou de se conformer auxdites obligations.

"**Montant de Remboursement Anticipé**" désigne la valeur de marché par Titre, déterminée sur la base des conditions du marché prévalant à la date de détermination, réduit pour tenir compte de

l'intégralité de tous frais et coûts inhérents au dénouement de toute opération de couverture ou de financement sous-jacente et/ou connexe (y compris, sans caractère limitatif, toutes options, tous swaps ou tous autres instruments de toute nature couvrant les obligations de l'Emetteur en vertu des Titres).

(b) Remboursement Final

A moins qu'ils n'aient été préalablement remboursés par anticipation ou rachetés et annulés, les Titres seront remboursés à la Date d'Echéance à un montant calculé, par l'Agent de Calcul, en euro (le "**Montant de Remboursement Final**") selon l'une des formules suivantes :

- Si le Niveau Final est supérieur ou égal à 65 % du Niveau Initial alors chaque Titre sera remboursé à un montant égal à :

$$\text{Valeur Unitaire} \times 136 \%$$

- Si le Niveau Final est inférieur à 65 % du Niveau Initial alors chaque Titre sera remboursé à un montant égal à :

$$\text{Valeur Unitaire} \times \frac{\text{Niveau Final}}{\text{Niveau Initial}}$$

Avec :

"**Convention de Jour Ouvré**" signifie le Jour Ouvré suivant.

"**Date de Détermination Initiale**" désigne la Date de Détermination Initiale Prévue, ou, si cette date n'est pas un Jour de Bourse Prévu à cet effet, le Jour de Bourse Prévu suivant, sous réserve des Conséquences de(s) Jour(s) de Perturbation définies au paragraphe (d) (ii) ci-dessous.

"**Date de Détermination Initiale Prévue**" désigne le 7 décembre 2018, date originelle qui, sans la survenance d'un événement causant un Jour de Perturbation, aurait été la Date de Détermination Initiale.

"**Date d'Evaluation**" désigne la Date d'Evaluation Prévue, ou, si cette date n'est pas un Jour de Bourse Prévu à cet effet, le Jour de Bourse Prévu suivant, sous réserve des Conséquences de(s) Jour(s) de Perturbation définies au paragraphe (d) (ii) ci-dessous.

"**Date d'Evaluation Prévue**" désigne le 23 novembre 2026, date originelle qui, sans la survenance d'un événement causant un Jour de Perturbation, aurait été une Date d'Evaluation.

"**Heure d'Evaluation**" désigne l'heure à laquelle le niveau de clôture officiel de l'Indice est calculé et publié par le Sponsor de l'Indice.

"**Heure de Clôture Prévue**" désigne, pour chaque valeur mobilière composant l'Indice, l'heure de clôture prévue en semaine du Marché, sans tenir compte des négociations ayant lieu après l'heure de clôture ou en dehors des horaires de négociations habituelles.

"**Jour de Bourse**" désigne tout Jour de Bourse Prévu où : (i) le Sponsor de l'Indice publie le niveau de l'Indice et, le cas échéant, (ii) le Marché Lié est ouvert aux négociations pendant ses séances de négociation normales respectives, nonobstant le fait que tout Marché ou, le cas échéant, le Marché Lié ferme avant son Heure de Clôture Prévue.

"**Jour de Bourse Prévu**" désigne tout jour où (i) il est prévu que le Sponsor de l'Indice publie le niveau de l'Indice ; et (ii) il est prévu que le Marché Lié soit ouvert aux négociations pendant sa séance de négociation normale.

"**Jour Ouvré**" désigne tout jour où le Système de Transfert Express Automatisé Transeuropéen à Règlement Brut en Temps Réel (TARGET 2) fonctionne.

"**Marché**" désigne, au titre de toute valeur mobilière composant l'Indice (chacune, un **Composant**), la bourse sur laquelle ce Composant est principalement négocié, telle que déterminée par l'Agent de Calcul, ou toute bourse ou tout système de cotation qui lui succéderait ou le remplacerait auquel la négociation des titres qui le composent ou autres actifs sous-jacents à l'Indice aura été temporairement transférée (sous réserve que l'Agent de Calcul ait déterminé, , qu'il existe, sur cette bourse ou ce système de cotation temporaire de remplacement, une liquidité comparable pour les valeurs mobilières sous-jacentes à l'Indice à celle qui existait sur le Marché d'origine).

"**Marché Lié**" désigne EUREX ou tout successeur de cette bourse ou de ce système de cotation, ou toute bourse ou tout système de cotation de remplacement auquel la négociation des contrats à terme ou contrats d'options sur l'Indice a été temporairement transférée (sous réserve que l'Agent de Calcul ait déterminé, qu'il existe, sur cette bourse ou ce système de cotation temporaire de remplacement, une liquidité comparable pour les contrats à terme ou contrats d'options sur l'Indice à celle qui existait sur le Marché Lié d'origine).

"**Niveau Initial**" désigne le niveau de l'Indice à l'Heure d'Evaluation tel que déterminé par l'Agent de Calcul à la Date de Détermination Initiale.

"**Niveau Final**" désigne le niveau de l'Indice à l'Heure d'Evaluation tel que déterminé par l'Agent de Calcul à la Date d'Evaluation.

"**Sponsor de l'Indice**" désigne STOXX Limited, ou toute autre entité qui s'y substituerait ou qui le remplacerait.

(c) Remboursement Anticipé Automatique

Si à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) le niveau de l'Indice, à l'Heure d'Evaluation tel que déterminé par l'Agent de Calcul à cette date, est supérieur ou égal au Niveau de Remboursement Automatique Anticipé (un "**Evènement de Remboursement Anticipé Automatique**"), alors l'intégralité des Titres en Circulation, et non seulement une partie d'entre eux, sera automatiquement remboursée à la Date de Remboursement Automatique Anticipé (t) correspondante et le montant de remboursement automatique anticipé par Titre (le "**Montant de Remboursement Automatique Anticipé**") payable à cette date sera un montant en euro égal au produit (a) de la Valeur Unitaire et (b) du Taux de Remboursement Automatique Anticipé (t) (tel que prévu dans le tableau ci-dessous).

Avec :

"**Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé(t)**" désigne chaque Date d'Evaluation Prévue du Remboursement Automatique Anticipé (t) indiquée dans le tableau ci-dessous, ou, si cette date n'est pas un Jour de Bourse Prévu, le Jour de Bourse Prévu suivant, sous réserve des Conséquences de(s) Jour(s) de Perturbation définies au paragraphe (d) (iii) ci-dessous.

"**Date de Remboursement Automatique Anticipé(t)**" désigne chaque Date de Remboursement Automatique Anticipé (t) indiquée dans le tableau ci-dessous, ou, si cette date n'est pas un Jour de Bourse Prévu, le Jour de Bourse Prévu suivant, sous réserve des Conséquences de(s) Jour(s) de Perturbation définies au paragraphe (d) (iii) ci-dessous.

"**Niveau de Remboursement Automatique Anticipé**" désigne 100 % du Niveau Initial.

"**Taux de Remboursement Automatique Anticipé(t)** " désigne chacun des taux tels que déterminés dans le tableau ci-dessous, appliqués pour le calcul du Montant de Remboursement Automatique Anticipé, à chacune des Date de Remboursement Automatique Anticipé(t).

"**Titres en Circulation**" signifie les Titres autres que les Titres rachetés et annulés, ou rachetés et détenus, par l'Émetteur.

t	Date d'Evaluation Prévue du Remboursement Automatique Anticipé (t)	Date de Remboursement Automatique Anticipé (t)	Taux de Remboursement Automatique Anticipé (t)
1	23 novembre 2020	3 décembre 2020	109,00 %
2	22 novembre 2021	2 décembre 2021	113,50 %
3	22 novembre 2022	2 décembre 2022	118,00 %
4	22 novembre 2023	4 décembre 2023	122,50 %
5	22 novembre 2024	4 décembre 2024	127,00 %
6	24 novembre 2025	4 décembre 2025	131,50 %

(d) Conséquences de(s) Jour(s) de Perturbation

(i) Définitions générales

"**Cas de Perturbation de Marché**" : désigne, pour un Composant de l'Indice donné, la constatation par l'Agent de Calcul, dans l'heure qui précède l'Heure d'Evaluation (telle que définie dans le présent Prospectus) :

I/ de la limitation et/ou de la suspension des cotations ou de la limitation importante des achats ou des ventes (en raison notamment de variations de cours excédant les limites permises par le Marché ou le Marché Lié concerné) selon le cas sur :

- le Marché, d'une ou plusieurs actions dont la valeur représente au moins 20 % de la valeur des actions composant l'Indice, ou
- les Marchés Liés, des contrats à terme ou des contrats d'option portant sur l'Indice.

II/ de tout évènement perturbant la capacité des acteurs du marché :

- d'effectuer des opérations, ou d'obtenir une valeur de marché, sur une ou plusieurs actions dont la valeur représente au moins 20% de la valeur des actions composant l'Indice, ou, selon le cas,
- d'effectuer des opérations, ou d'obtenir une valeur de marché, pour les contrats à terme ou contrats d'option portant sur l'Indice.

III/ de toute fermeture prématurée du Marché et/ou du Marché lié, à moins que l'autorité du ou des marchés concernés en ait annoncé la survenance au plus tard une heure avant l'heure de fermeture initialement fixée d'une part, et une heure avant l'heure limite officiellement arrêtée pour y effectuer des opérations d'autre part.

Conséquence d'un Cas de Perturbation de Marché :

Si à la Date de Détermination Initiale Prévue ou à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou à la Date d'Evaluation se produit (ou est en cours) un Cas de Perturbation du Marché, la Date de Détermination Initiale Prévue, la Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou la Date d'Evaluation sera réputée être le premier Jour de Bourse où l'Indice n'est plus affecté par un Cas de Perturbation du Marché à condition que ce Jour de Bourse intervienne au plus tard le troisième Jour de Bourse suivant la Date de Détermination Initiale Prévue, la Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou la Date d'Evaluation concernée.

Si ce troisième Jour de Bourse l'Indice est toujours affecté par un Cas de Perturbation de Marché, ce jour sera réputé être la Date de Détermination Initiale Prévue ou la Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou la Date d'Evaluation.

Ce troisième Jour de Bourse, l'Agent de Calcul détermine le niveau de l'Indice pris en compte pour le calcul et le notifie aux porteurs des Titres en utilisant la dernière formule de calcul de l'Indice en vigueur avant la survenance du Cas de Perturbation de Marché.

L'Agent de Calcul informe dans les meilleurs délais les porteurs des Titres de la survenance de tout Cas de Perturbation de Marché.

En outre, afin d'éviter toute ambiguïté et sous réserve des stipulations du paragraphe (a) ci-dessus, aucun montant dû aux porteurs ne pourra être révisé ou diminué du fait (A) que l'Émetteur ne soit plus en mesure d'acquiescer, d'établir, de remplacer, de substituer, de maintenir de dénouer ou de transférer toute(s) opération(s) conclue(s) pour la couverture de son risque généré par l'émission des Titres et l'exécution de ses obligations y afférentes, (B) de l'augmentation des montants (y compris impôts, taxes, frais ou commissions) liée à l'acquisition, l'établissement, le remplacement, la substitution, le maintien, le dénouement ou le transfert de toute(s) opération(s) conclue(s) pour la couverture de son risque généré par l'émission des Titres et l'exécution de ses obligations y afférentes ou (C) de l'adoption ou de toute modification de toute loi ou réglementation ou d'une interprétation nouvelle ou d'une modification de l'interprétation de toute loi ou réglementation applicable.

2.11 Date d'échéance et modalités de remboursement des Titres

Le remboursement au titre des Titres interviendra le 3 décembre 2026 (la "**Date d'Échéance**"), sous réserve de la Convention de Jour Ouvré (telle que définie ci-dessus).

2.12 Rachat

L'Émetteur pourra à tout moment procéder à des rachats de Titres en bourse ou hors bourse, par des offres publiques d'achat ou d'échange, ou autrement, à un prix quelconque, conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les Titres rachetés par ou pour le compte de l'Émetteur pourront, au gré de l'Émetteur, être conservés ou annulés conformément aux lois et règlements applicables. Pendant le temps de leur conservation par l'Émetteur, tous les droits attachés aux Titres seront suspendus. Toute annulation de Titres faisant suite à un rachat par l'Émetteur sera sans incidence sur le calendrier normal de remboursement des Titres encore en circulation. L'information concernant le nombre de Titres rachetés et le nombre de ceux en circulation pourra être obtenue au siège de l'Émetteur et sera communiquée à la Banque de France.

2.13 Absence de clause de brutage

Tous les paiements afférents aux Titres effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucun prélèvement ou retenue à la source au titre de tout impôt, droit ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de toute juridiction, à moins que ce prélèvement ou cette retenue à la source ne soit imposé par la loi.

Si un paiement dû au titre des Titres est soumis, en application de la législation applicable, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre de tout impôt, droit ou taxe de toute nature, présent ou futur, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de toute juridiction, ni l'Emetteur, ni aucun agent payeur, ni aucune autre personne ne sera tenu de payer un montant supplémentaire afin de compenser ce prélèvement ou cette retenue à la source, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

2.14 Annulation

Les Titres rachetés par ou pour le compte de l'Émetteur et qu'il souhaite annuler le seront par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France.

A condition d'être transférés et restitués, tous ces Titres seront, comme tous les Titres remboursés par l'Émetteur, immédiatement annulés (ainsi que tous les droits relatifs à tous montants liés à ces Titres). Les Titres ainsi annulés ou, selon le cas, transférés et restitués pour annulation ne pourront être ni réémis ni revendus et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Titres.

2.15 Rendement des Titres

Compte tenu de la formule d'indexation des Titres sur l'Indice, l'Émetteur n'est pas en mesure de fournir leur taux de rendement à la Date d'Émission.

2.16 Représentation des Porteurs

Non applicable.

2.17 Approbation par la Banque de France

Les Titres seront émis dans le cadre d'un programme d'émission de Titres d'un montant de 4.000.000.000 euros (le "**Programme**") dont la Documentation Financière a été mise à jour auprès de la Banque de France le 13 juillet 2018 en application des articles L.213-1 A à L.213-4-1 du Code monétaire et financier.

La Documentation Financière du Programme (telle que mise à jour) est disponible sur le site internet de la Banque de France (banque-france.fr/politique-monetaire.html) et sur demande auprès de NATIXIS.

2.18 Restrictions relatives à la libre négociabilité des Titres

NATIXIS et chaque détenteur de Titres émis aux termes du Programme s'engagent à n'entreprendre aucune action permettant l'offre auprès du public des Titres, ou la possession ou distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Titres dans tous pays où la distribution de tels documents serait contraire aux lois et règlements et à n'offrir, ni à vendre les Titres, directement ou indirectement, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans ces pays.

NATIXIS et chaque détenteur de Titres (étant entendu que chacun des détenteurs futurs des Titres est réputé l'avoir déclaré et accepté au jour de la date d'acquisition des Titres) s'engagent à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans les pays où il offrira ou vendra lesdits Titres ou détiendra ou distribuera la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard de la loi et des règlements en vigueur dans tous les pays où il fera une telle offre ou vente. Ni NATIXIS ni aucun détenteur de Titres ne sera pas responsable du non-respect de ces lois ou règlements par l'un des autres détenteurs, de Titres.

NATIXIS et chaque détenteur de Titres (étant entendu que chacun des détenteurs futurs des Titres est réputé l'avoir déclaré et accepté au jour de la date d'acquisition des Titres) s'engagent à se conformer aux lois et règlements français en vigueur relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et la revente des Titres.

3. ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

3.1 Admission à la négociation

Les Titres feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur la Bourse de Luxembourg, marché réglementé au sens de la Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers.

La date d'admission à la négociation des Titres est prévue à la Date d'Emission.

3.2 Nom et adresse de l'Agent Calcul

CACEIS Bank Luxembourg (l'"Agent de Calcul"),

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Luxembourg.

3.3 Nom et adresse de l'Agent Domiciliaire

Natixis (l'"Agent Domiciliaire"),

30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, France.

3.4 Entités assurant la liquidité sur le marché secondaire des Titres

L'Émetteur s'engage sous réserve d'un événement affectant l'Indice entre la Date d'Émission et la date de remboursement des Titres à donner sur demande des prix fermes exprimés en pourcentage de la Valeur Unitaire chaque Jour Ouvré avec une fourchette achat/vente maximum de 1 %.

3.5 Valorisation quotidienne des Titres

L'Émetteur s'engage entre la Date d'Émission et la date de remboursement des Titres à effectuer une valorisation quotidienne des Titres et si, ce jour n'est pas un Jour de Bourse Prévu, à effectuer cette valorisation le Jour de Bourse Prévu suivant.

Cette valorisation sera disponible sur pages publiques Bloomberg, Quantalys et FININFO, au plus tard à 11h00 (heure de Paris) chaque jour, ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le Jour Ouvré suivant.

3.6 Double-valorisation bimensuelle des Titres

Une double valorisation des titres sera assurée par, d'une part Pricing Partners SAS, groupe Thomson Reuters et d'autre part, Natixis. Ces deux entités sont des organismes indépendants distincts, et non liés financièrement.

4. COUT DE L'ADMISSION A LA NEGOCIATION

Le coût de l'admission des Titres à la négociation est estimé à 3.090 euros.

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Présence de conseillers ayant un lien avec l'offre

Non applicable.

5.2 Autres informations contenues dans la note relative aux valeurs mobilières ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes

Non applicable.

5.3 Notation

Les Titres ne bénéficient lors de l'émission d'aucune notation délivrée par une agence de notation.

La dette à long terme non subordonnée de l'Emetteur est notée A1 (stable) par Moody's France S.A.S., ("**Moody's**"), A (positive) par Standard and Poor's Credit Market Services France SAS ("**S&P**") et A (positive) par Fitch France S.A.S. ("**Fitch**").

S&P, Moody's et Fitch sont établies dans l'Union Européenne et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit tel que modifié (le "**Règlement ANC**"). S&P, Moody's et Fitch figurent sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk) conformément au Règlement ANC.

Une notation n'est pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres financiers et peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment par l'agence de notation qui a attribué la notation.

6. FISCALITE

Le texte qui suit est un résumé de certaines conséquences en matière de retenue à la source résultant de la détention des Titres. Ce résumé n'a pas pour objectif de décrire de façon exhaustive toutes les considérations fiscales qui peuvent être pertinentes dans le cadre d'une décision liée à l'acquisition, la détention et la cession des Titres. Ce résumé est basé sur la législation en vigueur à la date du présent Prospectus et est susceptible d'être modifié en cas de changement de loi ou d'interprétation de la loi par l'administration fiscale (potentiellement avec un effet rétroactif). Les investisseurs ou bénéficiaires des Titres sont invités à consulter leur conseil fiscal pour déterminer les conséquences fiscales relatives à l'acquisition, à la détention et à la cession des Titres.

6.1 Retenues à la source en France

Le texte qui suit est un aperçu de certaines retenues à la source applicables aux détenteurs de Titres qui ne détiennent pas simultanément des actions de l'Emetteur.

Les paiements de produits effectués par l'Emetteur au titre des Titres ne sont pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts sauf si ces paiements sont effectués hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts (un "**Etat Non Coopératif**"). En application de l'article 125 A III du Code général des impôts, si ces paiements au titre des Titres sont effectués hors de France dans un Etat Non Coopératif, une retenue à la source de 75 % sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables d'une convention de double imposition qui serait applicable). Un projet de loi en date du 28 mars 2018 prévoit (i) d'élargir la liste des Etats Non Coopératifs au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts pour inclure les Etats et territoires figurant sur l'annexe I des conclusions adoptées par le Conseil de l'Union européenne le 5 décembre 2017, telle qu'actualisée, (la **Liste de l'UE**) et, par conséquent, (ii) d'étendre ce régime de cette retenue à la source à certains Etats et territoires figurant sur la Liste de l'UE.

En outre, en application de l'article 238 A du Code général des impôts, les produits versés au titre des Titres ne sont pas déductibles du revenu imposable de l'Emetteur s'ils sont payés ou dus à des personnes domiciliées ou établies dans un Etat Non Coopératif ou payés sur un compte tenu dans un organisme financier établi dans un Etat Non Coopératif (la "**Non-Déductibilité**"). Le projet de loi en date du 28 mars 2018 susvisé prévoit d'étendre ce régime aux Etats et territoires figurant sur la Liste de l'UE. Dans certains cas, les produits non déductibles pourraient être requalifiés en revenus distribués en application des articles 109 et seq. du Code général des impôts, auquel cas ces produits non déductibles pourraient être soumis à la retenue à la source prévue à l'article 119 bis 2 du Code général des impôts, de (i) 12,8 % pour les produits bénéficiant à des personnes physiques qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, (ii) 30 % (qui sera remplacé par le taux normal de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 219 I du Code général des impôts pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) pour les produits bénéficiant à des personnes morales qui n'ont pas leur siège en France ou (iii) 75 % pour les produits payés hors de France dans un Etat Non Coopératif (sous réserve des dispositions plus favorable d'une convention de double imposition qui serait applicable).

Nonobstant ce qui précède, ni la retenue à la source de 75 % prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts ni la Non-Déductibilité ne s'appliqueront aux Titres si l'Emetteur démontre que l'émission a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des produits dans un Etat Non Coopératif (l'"**Exception**"). Conformément au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-INT-DG-20-50-20140211 n°550 and 990, BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211 n°70 and 80 et BOI-IR-DOMIC-10-20-20-60-20150320 n°10, l'Exception s'applique sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de l'émission des Titres si les Titres sont :

- a) offerts dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une "offre équivalente" s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ; ou
- b) admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché

soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou

- c) admis, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

Les Titres étant admis à compter de la Date d'Emission aux opérations d'Euroclear France, les paiements de produits effectués par l'Emetteur au titre des Titres ne sont pas soumis à la retenue à la source de 75 % prévue à l'article 125 A III du Code général des impôts.

Par ailleurs, lorsque l'établissement payeur est établi en France, conformément à l'article 125 A I du Code général des impôts, et sous réserve de certaines exceptions, les produits de titres de créance perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8 %. Ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. Les contributions sociales (CSG, CRDS et autres contributions additionnelles) sont également prélevées à la source à un taux global de 17,2 % sur ces produits perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

6.2 Retenues à la source au Luxembourg

Les informations qui suivent sont d'ordre général et elles reposent sur les lois actuellement en vigueur au Luxembourg et ne sauraient constituer en elles-mêmes un avis juridique ou fiscal. Les informations contenues dans la présente section ne concernent en outre que les aspects relatifs à une éventuelle retenue à la source applicable au Luxembourg et les investisseurs potentiels désireux de souscrire aux présents Titres doivent donc consulter leur propre conseiller afin de déterminer les lois locales, nationales ou étrangères, en ce compris les lois fiscales luxembourgeoises, qui pourraient leur être applicables.

Nous attirons votre attention sur le fait que le terme de résidence qui est utilisé dans les développements ci-dessous s'applique uniquement pour les besoins d'imposition de la fiscalité luxembourgeoise. Toute référence dans la présente section à une retenue à la source ou à un impôt de nature similaire fait uniquement référence aux lois et/ou à des concepts de droit fiscal luxembourgeois.

(i) Investisseurs non-résidents détenant des Titres

Conformément aux lois fiscales luxembourgeoises générales actuellement en vigueur, aucune retenue à la source ne s'applique sur les paiements effectués à titre de principal, de primes ou d'intérêts à des investisseurs non-résidents détenant des Titres, ni sur les intérêts échus non encore versés au titre des présents Titres. De même, aucune retenue à la source luxembourgeoise ne s'applique lors du remboursement ou du rachat des Titres détenus par des investisseurs non-résidents.

(ii) Investisseurs résidents détenant des Titres

Conformément aux lois fiscales luxembourgeoises générales actuellement en vigueur et sans préjudice de l'application de la loi du 23 décembre 2005, telle que modifiée ultérieurement (la "**Loi**"), aucune retenue à la source ne s'applique sur les paiements effectués à titre de principal, de primes ou d'intérêts à des investisseurs résidents luxembourgeois détenant des Titres, ni sur

les intérêts échus non encore versés au titre des présents Titres. De même, aucune retenue à la source luxembourgeoise n'est applicable lors du remboursement ou du rachat des Titres détenus par un investisseur résident au Luxembourg.

Conformément à la Loi, les paiements d'intérêts ou de revenus de nature similaire effectués par un agent payeur établi au Luxembourg à un bénéficiaire effectif qui est une personne physique résidente au Luxembourg sont soumis à une retenue à la source au taux de 20 %. La retenue à la source est libératoire si le bénéficiaire effectif est une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé. C'est à l'agent payeur luxembourgeois qu'il incombe de prélever la retenue à la source.

QUATRIÈME PARTIE : INFORMATIONS RELATIVES A L'INDICE

1. DECLARATIONS RELATIVES A L'INDICE

Les Titres seront indexés sur la performance, liée à l'évolution de l'indice Euro STOXX 50® (l'"**Indice**") :

Indice	Code Bloomberg	Sponsor de l'Indice	Bourse
Euro STOXX 50®	SX5E index	STOXX Limited	Chaque Marché sur lequel chaque valeur composant l'Indice est coté

Les informations sur les performances passées et futures de l'indice Euro STOXX 50® peuvent être obtenues sur le site internet de l'Indice : www.stoxx.com

Les règles de calcul, de publication ainsi que la méthodologie de cet Indice sont fondées sur des critères objectifs prédéfinis et sont disponibles sur le site : stoxx.com

STOXX Limited agit en qualité d'administrateur de l'indice de référence Euro STOXX 50®.

STOXX Limited a effectué les démarches afin d'obtenir la reconnaissance préalable en application de l'article 32 du Règlement sur les Indices de Référence, qui permet aux administrateurs situés dans un pays non membre de l'Union Européenne, de fournir leurs indices de référence, au sein de l'Union Européenne ("**Reconnaissance Préalable**"). Indépendamment de la date effective à laquelle STOXX Limited obtiendra cette Reconnaissance Préalable, Natixis, utilisateur des indices STOXX Limited pourra continuer à utiliser ces indices de référence jusqu'au 1^{er} janvier 2020, conformément au régime transitoire prévu à l'article 51 du Règlement sur les Indices de Référence.

A la Date d'Emission, STOXX Limited n'est pas inscrit sur le registre public d'administrateurs et d'indices de référence établi et géré par l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (*European Securities and Markets Authority*) au titre de l'article 36 du Règlement sur les Indices de Référence.

AVERTISSEMENT DU SPONSOR DE L'INDICE :

STOXX Limited n'a d'autre lien avec le détenteur de licence que la licence qui a été attribuée pour l'indice Euro STOXX 50® et les marques déposées associées à des fins d'utilisation en rapport avec les présents Titres.

STOXX :

- ne fait aucune déclaration de garantie quant à l'opportunité d'une transaction sur les présents Titres qu'il s'abstient également de vendre et de promouvoir.
- ne délivre aucune recommandation d'investissement à quiconque en ce qui concerne les présents Titres ou quelque autre titre que ce soit.
- n'endosse aucune responsabilité ni obligation quant à la date de lancement, la quantité et le prix des présents Titres, et ne prend aucune décision à ce sujet.
- n'endosse aucune responsabilité ni obligation concernant l'administration, la gestion ou la commercialisation des présents Titres.
- n'est pas tenu de prendre en considération les besoins des présents Titres ou des détenteurs desdits Titres pour déterminer, composer ou calculer l'indice Euro Stoxx 50®.

STOXX Limited décline toute responsabilité relative aux présents Titres. Plus particulièrement,

- STOXX Limited ne fournit ni n'assure aucune garantie, expresse ou implicite, que ce soit concernant :
- Les résultats devant être obtenus par les Titres, les détenteurs des Titres ou toute personne impliquée dans l'utilisation de l'indice Euro STOXX 50® et des données incluses dans Euro STOXX 50® ;
- L'exactitude ou l'exhaustivité de l'indice Euro STOXX 50® et des données qu'il contient ;
- La négociabilité de l'indice Euro STOXX 50® et de ses données ainsi que leur adéquation à un usage précis ou à une fin particulière ;
- STOXX Limited ne peut être tenu pour responsable de quelque erreur, omission ou interruption que ce soit dans l'indice Euro STOXX 50® ou les données qu'il contient ;
- En aucun cas, STOXX Limited ne peut être tenu pour responsable de quelque manque à gagner que ce soit. Il en va de même pour tout dommage ou perte indirecte même si STOXX Limited a été averti de l'existence de tels risques.

Le contrat de licence entre Natixis et STOXX Limited a été établi dans leur seul intérêt et non dans celui des détenteurs des Titres ou de tiers.

2. EVENEMENTS AFFECTANT L'INDICE

2.1 Remplacement du Sponsor de l'Indice ou de l'Indice.

Si l'Indice :

- (a) n'est pas calculé et publié par le Sponsor de l'Indice mais par un tiers accepté par l'Agent de Calcul, ou
- (b) est remplacé par un autre indice dont les caractéristiques, selon l'Agent de Calcul, sont substantiellement similaires à celles de l'Indice,

l'Indice sera réputé être l'indice ainsi calculé et publié par ce tiers, ou cet indice de remplacement, selon le cas.

2.2 Modification, correction, défaut de calcul et de publication de l'Indice ou suppression de l'Indice :

(a) En cas de modification importante (autre qu'une modification conforme aux règles de fonctionnement de l'Indice, notamment en cas de changement affectant les actions qui le composent) de la formule ou de la méthode de calcul de l'Indice intervenant avant ou à la Date de Détermination Initiale Prévue ou à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou à la Date d'Evaluation ou,

(b) en cas de correction de l'Indice, ou

(c) dans l'hypothèse où, à la Date de Détermination Initiale Prévue ou à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou à la Date d'Evaluation quelconque, l'Indice n'est pas calculé et/ou publié par le Sponsor de l'Indice ou l'Indice est supprimé,

- (i) l'Agent de Calcul pourra décider de remplacer l'Indice par un Indice de Substitution ; ou
- (ii) l'Agent de Calcul déterminera à la Date de Détermination Initiale Prévue ou à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou à la Date d'Evaluation le niveau de l'Indice pris en compte pour le calcul en utilisant la dernière formule de calcul de l'Indice en vigueur avant l'événement mentionné au paragraphe (a) ou au paragraphe (b) ci-dessus. Seules les actions qui composaient l'Indice avant l'événement considéré et qui restent négociées à la Bourse à la Date de Détermination Initiale Prévue ou à une Date d'Evaluation de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou à la Date d'Evaluation seront prises en compte par l'Agent de Calcul pour déterminer le niveau de l'Indice ; ou
- (iii) Si une valeur de l'Indice publiée par le Sponsor de l'Indice et retenue par l'Agent de Calcul pour déterminer un niveau de l'Indice est corrigée et si cette correction est publiée avant le Jour Ouvré précédent la Date de Remboursement Automatique Anticipé (t) ou la Date d'Evaluation, l'Agent de Calcul déterminera le Montant de Remboursement Anticipé ou du Montant de Remboursement Final payable en conséquence de cette correction et, dans la mesure du possible, ajustera les modalités concernées des Titres pour tenir compte de cette correction.

Pour les besoins de ce paragraphe :

"Indice de Substitution" signifie eu égard à un Indice affecté par un Evènement Affectant l'Indice et selon l'Agent de Calcul, un indice dont les caractéristiques principales sont équivalentes à celles de l'Indice affecté par un Evènement Affectant l'Indice. Les caractéristiques principales d'un indice sont notamment, sa stratégie, sa devise, la périodicité de son calcul et de la communication de son niveau, la catégorie de ses actifs sous-jacents, les secteurs géographiques et économiques qui y sont reflétés ou ses procédures de gestion (dates de réaffectation et de reconduction).

L'Agent de Calcul devra fournir, dès que cela sera possible, une notification détaillée de toutes déterminations et/ou de tous ajustements, selon le cas, effectués et notifiés à l'Emetteur par l'Agent de Calcul en vertu des paragraphes (i), (ii) ou (iii) de la présente Modalité, après quoi l'Emetteur devra envoyer sans délai une notification détaillée des déterminations et/ou ajustements ainsi effectués et notifiés par l'Agent de Calcul, à l'Agent Domiciliaire et aux Porteurs.

CINQUIÈME PARTIE : PERSONNE RESPONSABLE DU PROSPECTUS

1. NOM ET FONCTION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

Eric Valézy – MTN Cross Asset Internal Issuer

Aurélien Rabaey – Head of EMEA Sales – Global Head of Financial Engineering Equity Derivatives

2. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le 7 septembre 2018

Eric Valézy

Aurélien Rabaey